



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture du Nord
Direction départementale des territoires et de la mer du Nord
Service départemental du contrôle**

Arrêté préfectoral

mettant en demeure Monsieur SCOUP Alexandre de remettre à leur état d'origine les parcelles en prairies permanentes herbacées.

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord

Officier de l'ordre national de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu la directive 91/676/CEE du Conseil des Communautés Européennes du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ;

Vu le Code de l'environnement, en particulier les articles L. 171-7 et L. 171-8 ;

Vu le Code de l'environnement, notamment son article L. 210-1 et ses articles R. 211-75 à R. 211-84 ;

Vu le décret n°2011-1257 du 10 octobre 2011 relatif aux programmes d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, notamment son article 3 modifié par le décret n°2013-786 du 28 août 2013 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 nommant M. Michel LALANDE, préfet de la région Nord Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 27 août 2020 nommant M. Simon FETET, secrétaire général de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2020 portant délégation de signature à Monsieur Simon FETET, secrétaire Général de la Préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 juillet 2010 relatif aux règles de bonnes conditions agricoles et environnementales ;

Vu l'arrêté interministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme national d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole, modifié ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2016 portant sur la désignation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole dans le bassin Artois-Picardie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2014 relatif au 5^{ème} programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Nord – Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 août 2018 relatif au 6^{ème} programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Nord – Pas-de-Calais ;

Vu la demande d'autorisation dérogatoire du 11 février 2020 pour le retournement des prairies

Vu la décision de rejet en date du 1^{er} Avril 2020 ;

Vu le rapport de manquement administratif Numéro E2020/111 en date du 26 septembre 2020 notifié à Monsieur SCOUP Alexandre;

Considérant que les parcelles ZK 52 et ZK 53 sur la commune de SAINT-SAULVE sont exploitées par monsieur SCOUP Alexandre ;

Considérant que les parcelles cadastrales ZK 52 et ZK 53 identifiées en tant que prairies permanentes herbacées, ont été retournées pour faire place à une culture de maïs ;

Considérant que la commune de Saint-Saulve est située en zone vulnérable ;

Considérant que les parcelles ZK52 et ZK53 présentent des pentes supérieures à 7 %,

Considérant que le nouveau programme d'actions régional pris en application de la directive « nitrate » en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2018 interdit le retournement des prairies permanentes en zone humide, dans les périmètres protégeant les captages au titre de la santé publique, dans les aires d'alimentations de captage et sur les sols dont la pente est supérieure à 7 %,

Considérant que la mise en culture des prairies permanentes s'accompagne d'une libération d'azote et d'une utilisation de pesticides et engrais susceptibles de s'infiltrer et de contaminer les nappes souterraines ; qu'en outre, la prairie permanente, souvent caractérisée par la présence d'habitats riches de biodiversité, par un rôle de filtration des nitrates et de prévention de certains risques naturels (prévention de l'érosion), est le milieu qui régresse le plus vite en France ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Nord et du secrétaire général de la préfecture du Nord.

ARRÊTE

Article 1^{er} – Monsieur SCOUP Alexandre domicilié 2A route de Curgies 59990 SEBOURG est mis en demeure de remettre en l'état à l'identique en prairie les parcelles agricoles [9-1] et [9-3] référence cadastrale ZK52 et ZK53 sur la commune de Saint Saulve, **au plus tard le 15 mai 2021**.

Article 2 – Monsieur SCOUP Alexandre est mis en demeure de déclarer les parcelles reprises à l'article 1 en qualité de prairie permanente lors de la déclaration au titre des aides de la politique agricole commune pour l'année 2021.

Article 3 – En cas de non-respect des dispositions prévues par le présent arrêté, Monsieur SCOUP Alexandre est passible des mesures de police et sanctions administratives mentionnées à l'article L. 171-8 du code de l'environnement (consignation financière, exécution d'office de travaux, suspension, astreinte et/ou amende administratives) et des sanctions pénales mentionnées au 5° du II de l'article L. 173-1 du code de l'environnement (au plus, 2 ans d'emprisonnement, 100.000 euros d'amende, peine complémentaire).

Article 4 – Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 – Le présent arrêté sera notifié à Monsieur SCOUP Alexandre. En vue de l'information des tiers, il sera mis en ligne pendant 6 mois sur le site internet de la préfecture du Nord.

Article 6 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 – Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 8 – Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont la copie sera adressée à :
- Monsieur Le Maire de SAINT SAULVE

Fait à Lille, le **23 NOV. 2020**
Le Préfet

Le Secrétaire Général



Simon FETET